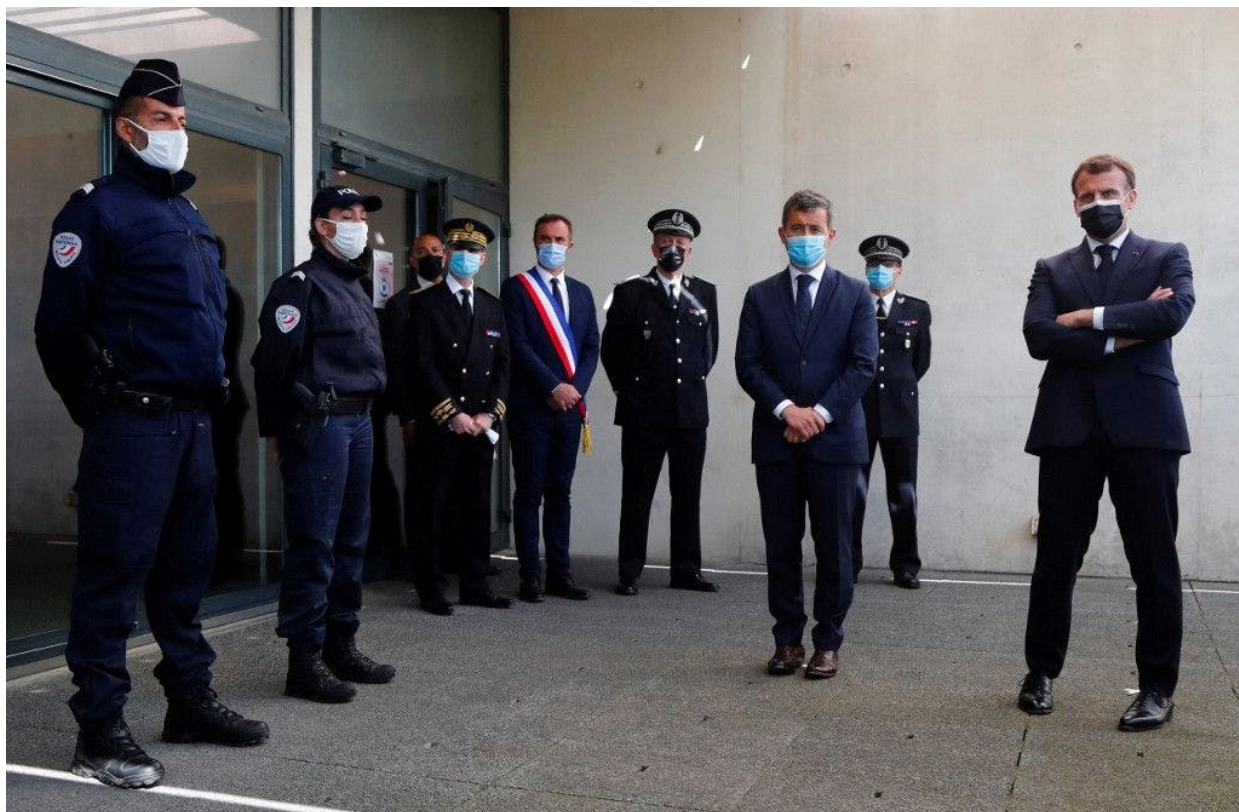


Insécurité : qui sont les Français qui en pâtissent le plus ?



Alors qu'Emmanuel Macron lance une offensive médiatique sur le front de l'insécurité afin de séduire « les électeurs de droite », indépendamment de considérations électorales, qui sont les Français qui ont le plus besoin que l'Etat se mobilise sur le front de la délinquance et de la criminalité ?

Avec Xavier Raufer, Bertrand Cavallier, Maxime Tandonnet

Atlantico : La récente prise de parole d'Emmanuel Macron dans Le Figaro semble confirmer sa volonté de s'adresser à l'électorat de droite sur la thématique de la sécurité. Quelles sont les attentes de l'électorat de droite et la tendance générale de la population en la matière ? Au sein des violences, tout a-t-il la même valeur pour les électeurs ?

Xavier Raufer : Je ressens une vive inquiétude devant la sévère erreur de diagnostic faite par M. Macron, qui provoque bien sûr une pire erreur dans le traitement - car on ne raisonne pas juste sur des figures fausses. Impossible de rien régler en terme de sécurité, en ciblant par opérations coup-de-poing des lieux de *deal* éphémères, transférés le lendemain une rue

plus loin ; puis en capturant au hasard des dealers de base, sous-fifres *illico* remplacés. MM. Macron et Darmanin s'imaginent bien à tort les lieux de *deal* comme des boutiques en dur, implantées pour de bon ; exemple, des stations d'essence. Dire qu'on a démantelé 1000 de ces lieux de *deal* furtifs et éphémères sur 4 000, relève de l'idiotie ou de l'arnaque. Car tout trafic de stupéfiants, *où que ce soit au monde*, s'opère selon deux principes de base :

- Le lieu de vente, le circuit de diffusion est TOUJOURS dédoublé ; devient-il impraticable, il est à l'instant remplacé.

- Nul cadre du trafic, même moyen, ne s'approche de lieux de vente TOUJOURS alimentés en flux-tendu, pour éviter les prises policières importantes. La France fume par an 360 tonnes (trois cent soixante mille kilos) de cannabis ; toutes les saisies de la police, des douanes, etc. en forment moins de 28%. Là encore MM. Darmanin et Macron se font raconter des craques par leurs troupes, ou nous mentent.

Ceux qui souffrent de l'insécurité habitent des territoires délaissés par des forces de l'ordre submergées et impuissantes, du fait du laxisme judiciaire. Impossible donc de les classer selon leurs orientations politique. Tout électeur souhaite pouvoir envoyer sa fille chercher le pain sans être agressée, retrouver sa voiture le matin sans qu'elle n'ait été incendiée. De même, préfère-t-il dormir la nuit plutôt que d'être réveillé sans cesse par des rodéos de motos volées et des hurlements de dealers ou de toxicomanes - voire, par des coups de feu. Rien de politique là-dedans. le problème est à 100% topographique, territorial.

Maxime Tandonnet : Je ne sais pas si le message est seulement destiné à l'électorat de droite. De fait la gauche au niveau des états-majors politiques n'a jamais vraiment surmonté son complexe avec les questions de sécurité. On se souvient de la phrase de Lionel Jospin en 2002 : « Nous avons été naïfs sur la sécurité ». Un aveu lucide et honnête finalement... Les cercles dirigeants ou influents de la gauche ont longtemps parlé de « sentiment d'insécurité » plutôt que de problème d'insécurité. Ils sont mal à l'aise avec le sujet. Pour eux, l'insécurité relève en partie du fantasme ou de l'angoisse. D'ailleurs, en dehors de quelques personnalités comme M. Chevènement, Dray ou Valls, cela n'a pas complètement changé. La plupart des personnalités dites de gauche parlent le plus souvent « d'incivilités » que de délinquance. Or, ce schéma a montré ses limites. Le sujet concerne l'ensemble de la population quelle que soit sa sensibilité politique. Comme vous le soulignez, certains faits sont particulièrement insupportables à l'électorat c'est-à-dire tout ce qui touche à la vie quotidienne : agressions physiques dans la rue ou les transports ou cambriolages des domiciles.

Trouve-t-on le même type de violences sur le territoire entre zones rurales et périurbaines ?

Général Bertrand Cavallier : Cette question mérite des éclairages. Les zones les moins tenues sont les zones sous compétence de la police nationale.

Donc, elles sont prioritaires en renforts d'effectifs, ce qui ne changera que peu les choses en termes de retour de la sécurité tant que le mode de fonctionnement de la police ne sera pas

clarifié comme le recommande notamment la Cour des comptes.

La gendarmerie qui, de par son statut et son organisation militaires, démontre une plus grande efficacité est appelée à renforcer la police comme dans l'affaire de Blois ou de Rennes, n'est pas prioritaire alors qu'elle est compétente sur 93% du territoire et protège plus de 52% de la population.

Vous verrez que ces mesures n'auront aucun effet de levier durable. Sachant qu'il y a d'autres facteurs qui impactent l'insécurité dont une immigration structurellement non contrôlée, une sédition ouverte de certaines zones, une complexité accrue de la procédure pénale...

Xavier Raufer : Bien sûr que non : dans la périphérie des villes, l'insécurité émane des cités et quartiers hors-contrôle et de ce qui en émane ou rayonne alentours ; donc de bandes implantées dans ces cités et y vivant de divers trafics ou rapines. À la campagne, il s'agit de nomades venant piller ce qu'ils trouvent et retournant à l'étranger profiter de leurs vols.

Maxime Tandonnet : Longtemps il y avait une différence de nature entre les deux. Les zones rurales étaient plus ou moins préservées de la violence. Elles subissaient surtout des cambriolages et souvent de résidences secondaires. Nombre de zones rurales sont encore plus ou moins préservées d'une violence chronique. Cependant, il semble que les phénomènes de violence ont tendance à se répandre sur tout le territoire, y compris les violences urbaines liées au trafic de drogue qui touchent des villes de moins de 10 000 habitants comme le montre l'actualité. Selon la dernière enquête cadre de vie et sécurité de l'INSEE :14% des femmes et 8,2% des hommes se sont sentis en insécurité dans leur quartier ou leur village. A peu près toutes les régions de France sont désormais touchées par ce phénomène.

Quelles sont les principales sources d'insécurité en France ? Sont-elles résonnantes avec les sources d'inquiétude ?

Général Bertrand Cavallier : La question centrale est quelle est la volonté réelle d'agir sur les facteurs structurels de la délinquance et de l'érosion du pacte social ?

L'approche instrumentale consiste à ajouter toujours plus d'effectifs sans aucune redevabilité vis-à-vis du contribuable.

Ou alors un questionnement de fond sur la dérive profonde de notre pays s'impose.

Les vraies réponses ont un préalable : du courage pour s'affranchir de la pensée unique et de cette pression morale de certaines minorités agissantes.

Xavier Raufer : La criminalité de voie publique émane à plus de 90% d'étrangers ou d'individus issus de l'immigration ; l'essentiel de leurs méfaits advenant dans les zones hors-contrôle ou dans un rayon de quelques kilomètres autour d'elles ; enfin, sur les réseaux de transports ou près d'écoles et de collèges, lieux fréquentés par des bandits juvéniles ou leurs fratries. Tel est le problème à régler pour que la population française vive en paix, comme le rêve M. Macron.

Maxime Tandonnet : Il faut y voir une violence d'anomie, résultat de la faillite de l'éducation, la perte des repères quotidiens, le sens du bien et du mal, le désœuvrement et l'exclusion de personnes qui ont grandi dans un climat de chaos économique et moral. Le trafic de drogue est l'une des sources majeures de l'insécurité en France. Il a pour effet d'engendrer une économie parallèle, de favoriser l'échec scolaire, la loi des caïds et de la violence. Dans certains quartiers, des enfants de 10 ans sont rémunérés pour alerter les dealers de l'arrivée des policiers. D'où le décrochage du système scolaire et la chute dans une délinquance. Le trafic de drogue hante les familles aujourd'hui quand on sait qu'un jeune sur dix fume régulièrement du cannabis et 40% des moins de 17 ans en ont consommé au moins une fois. Par la suite, ce trafic engendre une contre-société dominée par le rejet et la haine du policier et de l'uniforme. Elle favorise les violences gratuites qui rongent la vie quotidienne.

Le profil des Français les plus inquiets autour des enjeux de sécurité, est-il différent de celui directement en proie à l'insécurité ?

Xavier Raufer : Cette question renvoie aux allégations de M. Dupond-Moretti sur le sentiment d'insécurité vu comme un fantasme. Les millions de Français de toutes origines, ou d'étrangers bien intégrés ; tous vivant en périphérie des métropoles et sans cesse cambriolés, agressés et volés ne rêvent pas mais ont une conscience aiguë de la forte réelle insécurité qu'ils éprouvent au quotidien. Insécurité bien réelle qui sera l'un des thèmes principaux des campagnes électorales à venir. Et les rêveries de MM. Macron et Darmanin tendront *in fine* à indigner ceux qui, sous leurs yeux, constatent de leurs yeux le réel criminel.

Maxime Tandonnet : C'est ce que certains sociologues ont dit pendant longtemps. L'insécurité était le produit de la peur de la bourgeoisie envers « les classes dangereuses ». Dès lors, les plus sensibles à l'insécurité en étaient les plus préservés dans les quartiers bourgeois tandis que les vraies victimes, vivant dans les quartiers populaires étaient moins sensibles à ce thème. Tout ceci n'a réellement plus aucun sens. Près de 4 millions de crimes et délits sont commis chaque année en France. La délinquance change au fil du temps. Ainsi, du fait des technologies, les vols de voiture ou d'autoradio, ont baissé. En revanche, une forme de criminalité ne cesse d'augmenter, d'année en année depuis le milieu des années 1970 : la violence contre les personnes, dont une partie est intrafamiliale. Les viols et agressions sexuelles connaissent l'une des augmentations les plus spectaculaires – et pas seulement du fait que les victimes portent plus facilement plainte. Depuis quelques années, un phénomène nouveau est à l'œuvre : la hausse du nombre des meurtres : 4472 homicides ou tentatives d'homicides en 2020. Il ne faut pas parler de fantasme ou d'angoisse, mais de souffrance réelle face à l'insécurité, qui touche particulièrement les personnes les plus fragiles de tous les milieux : personnes malades, handicapées, âgées ou confrontées à la précarité et la solitude.